

Délibération n° 2004-28 APF du 12 février 2004 portant création d'un établissement public administratif chargé de la prise en charge médico-sociale de l'enfant et de l'adolescent

(NOR : EEA0400134DL)

Paru in extenso au journal officiel n°8 N du 19/02/2004 à la page 573

Version en vigueur au 10/09/2009

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2003-15 APF du 9 janvier 2003 portant réglementation des établissements et services médico-sociaux ;

Vu l'arrêté n° 3-2004 APF/SG du 3 février 2004 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 240 CM du 4 février 2004 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 332-2004 Prés.APF/SG du 3 février 2004 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 1128 du 9 février 2004 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 27-2004 du 12 février 2004 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 12 février 2004,

Adopte :

Article 1er

Il est créé, en Polynésie française, un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommé "Fare Tama Hau" (Maison de l'enfant et de l'adolescent en difficulté).

Art. 2 *Rédaction issue de Arrêté n° 1420 CM du 28 août 2009*

En partenariat avec les services et autres établissements de la Polynésie française, l'établissement est chargé de coordonner et de mener toutes actions de prévention et de prise en charge médicale, sociale et pédagogique tendant à protéger et aider les enfants, les adolescents et leurs familles.

Il a notamment pour missions :

- d'accueillir, d'écouter, d'informer, de traiter, d'accompagner, de conseiller et d'orienter l'enfant, l'adolescent et leurs familles, dans le cadre d'une prise en charge médico-sociale ;
- de développer le soutien et l'accompagnement des familles rencontrant des difficultés dans l'éducation de leur enfant ;
- d'offrir au public accueilli un espace libre proposant diverses activités éducatives ;
- de proposer aux professionnels des secteurs publics et privés concernés par la jeunesse, un soutien, notamment à travers des formations, dans la prise en charge des enfants, des adolescents et de leurs familles ;
- de soumettre aux autorités toutes mesures pour la prévention, la protection et l'épanouissement des enfants et des adolescents au sein de leur famille.

Art. 3

Les ressources de l'établissement sont constituées :

- des subventions, avances, fonds de concours attribués par l'Etat, la Polynésie française, les communes, "l'Etablissement pour la prévention" (Epap), tout autre établissement public ainsi que par toute personne publique ou privée ;
- du produit de tout emprunt régulièrement autorisé ;
- du produit des taxes ou parts de taxes affectées à son budget ;
- des dons et legs, étant précisé que les donateurs peuvent bénéficier de la déduction au taux majoré de 3 pour mille dans les conditions prévues par l'article 113-4, paragraphe 5 du code des impôts ;
- du produit de la gestion de son patrimoine ;
- de la rémunération des prestations de services ;
- et de toute autre recette provenant de l'exercice de ses activités.

Art. 4

Un arrêté pris en conseil des ministres définit les règles d'organisation et de fonctionnement de l'établissement.

Art. 5

Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

La secrétaire,
Tarita SINJOUX.

La présidente,
Lucette TAERO.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Délibération n° 2004-28 APF du 12 février 2004](#), JOPF n° 8 N du 19/02/2004 à la page 573
- [Arrêté n° 1420 CM du 28 août 2009](#), JOPF n° 37 N du 10/09/2009 à la page 4173